

Lydec: Priorité au plan d'urgence

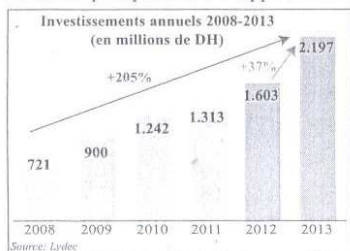
• **Budget 2014: 3,1 milliards de DH**

• **Le littoral dépollué à 100% d'ici fin 2014**

DEPUIS les injonctions royales de l'automne dernier, c'est la mobilisation générale pour la réalisation du plan d'actions prioritaires (PAP) de proximité à Casablanca. Tous les acteurs concernés mettent les bouchées doubles pour accélérer les actions prioritaires afin d'améliorer le quotidien des Casablancais. Les délégataires des services publics sont bien évidemment en première ligne dans cette mobilisation de ressources et de moyens qui a marqué les derniers mois. Lydec ne fait pas l'exception. Lors d'une rencontre de deux jours avec les médias, les dirigeants de la filiale de Suez Environnement se sont relayés pour dresser l'état d'avancement des grands projets qui concernent les Casablancais et qui auront un impact immédiat sur leur quotidien. Le top management de Lydec a également dévoilé les grandes lignes des investissements programmés. Une manière de répondre aux critiques formulées récemment par les magistrats de la Cour des comptes, notamment le volet de la gestion du Fonds de travaux (voir notre édition du 25 février 2014).

■ **Budget 2014: 42% de plus**

Le budget 2014 de Lydec s'élève à plus de 3,1 milliards de DH, en hausse de 42% par rapport aux réalisations de 2013. Ce qui représente un supplément de



financement de près de 1 milliard de DH. Ce budget inclut bien évidemment les besoins identifiés dans le cadre du PAP, ainsi que les quatre métiers, eau, assainissement, électricité et éclairage public.

Le programme d'investissement s'articule autour de 6 axes: l'extension de réseaux, la sécurisation de la distribution de l'eau potable et de l'électricité, la pérennisation du patrimoine existant, la réalisation de projets structurants permettant de lutter contre les inondations et débordements des réseaux d'assainissement, l'accompagnement du projet INDH depuis 2005 par la desserte en eau et en électricité des quartiers défavorisés

ou encore la lutte contre la pollution des côtes et des milieux récepteurs causée par le rejet direct d'eaux usées brutes.

En 2013, les investissements de la gestion déléguée ont atteint le niveau record d'environ 2,2 milliards de DH, soit une croissance de près de 37% par rapport à 2012. Ils sont concentrés à près de 60% (soit 1,3 milliard de DH) sur le métier de l'assainissement. Ils portent principalement sur des programmes d'infrastructures, notamment ceux liés aux grands projets de collecte et de traitement des eaux usées, dont le projet de l'intercepteur qui assainira le littoral de la métropole.

Rappelons que depuis 1997, près de 15 milliards de DH ont été investis pour accompagner le développement du Grand Casablanca.

■ **Eclairage public: Augmentation du parc de 18%**

Au terme d'une cinquantaine de réunions et de visites sur le terrain (organisées entre octobre et décembre 2013), les



besoins globaux en matière d'eau, assainissement, électricité et éclairage public du Grand Casablanca ont été identifiés en concertation avec les autorités locales. Le programme dont le coût global s'élève à 600 millions de DH (puisés principalement dans le Fonds de travaux) concerne notamment l'amélioration de l'éclairage public. Ce dernier nécessitera, à lui seul, plus de 138 millions de DH, consacrés à l'achat de 20.000 luminaires, 7.000 candélabres et 175 km de câbles en 2014. L'ambition est d'améliorer significativement le niveau d'éclairage sur tout le périmètre de la gestion déléguée, et en particulier, sur les secteurs périphériques de la communauté urbaine de Casablanca pris en charge à partir d'avril 2013.

En 2013, l'activité éclairage public a été marquée par deux évolutions majeures: l'extension du périmètre assuré par Lydec et le lancement du plan d'ac-

tions prioritaires (PAP) de proximité destinées à accroître à court terme le taux d'éclairage de la métropole. Suite à la demande de l'autorité délégante, Lydec a en effet repris en gestion, depuis le 1er avril 2013, l'activité d'éclairage public des secteurs périphériques de la communauté urbaine de Casablanca, jusque-là assurée par l'ONEE. Le parc des points lumineux géré par Lydec a ainsi augmenté de 18% en 2013.

■ **Dépollution zone Est: L'intercepteur réalisé à 70%**

Il s'agit de l'un des axes majeurs de la stratégie de Lydec. Le projet de dépollution Est, qui permettra à terme d'assainir l'ensemble du littoral de Casablanca à Mo-



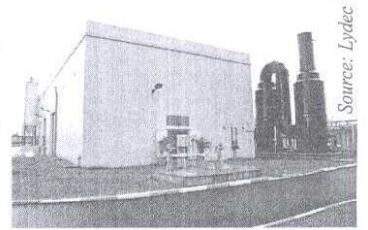
hammedia, avance à un rythme soutenu (près de 70% à ce jour). Le coût global du projet est, rappelons-le, de 1,4 milliard de DH (y compris l'acquisition des terrains), dont 30% sont assurés par le Fonds de travaux. Le montant réalisé s'élève, à fin février 2014, à 1 milliard de DH. Il s'agit d'un système antipollution basé sur des émissaires marins. L'émissaire existant à El Hank traite aujourd'hui 45% du débit global dépollué (effluents à dominance domestique de 2 millions d'habitants). Quant à l'émissaire projeté à Sidi Bernoussi, il traitera 55% du débit restant (effluents à dominance industrielle en raison de la présence dans cette zone des plus grandes unités industrielles de Casablanca). Parmi les objectifs majeurs du projet, figurent la protection de la population et des plages du secteur Est de Casablanca de la pollution liquide due aux rejets d'eaux usées brutes et le raccordement des eaux usées des nouvelles zones d'aménagement urbain sur les intercepteurs afin d'éviter les rejets directs en mer.

■ **Step de Médiouna: Une première!**

Dimensionnée pour une population de 40.000 habitants, la station d'épuration (Step) de Médiouna a été conçue pour traiter les eaux usées de la commune, déversées auparavant à l'état brut dans le milieu naturel (oued Hassar). Mise en eau en janvier 2013, la Step traite actuellement un volume moyen de 1.800 m³ par jour. Ce volume devrait atteindre 3.800 m³ par jour à partir de 2017.

Inaugurée le 3 avril 2013 par le Sou-

verain, en présence du président français François Hollande, cette station qui représente un investissement de 140 millions de DH, est une première environnemen-



tale, selon les spécialistes de Lydec. Utilisant le système des boues activées, elle est également la première station d'épuration des eaux usées au Maroc à utiliser le procédé de filtration membranaire qui permet de réutiliser les eaux usées après leur traitement. Intégrée dans le Schéma directeur d'antipollution du Grand Casablanca, la station vise 3 objectifs: le traitement des eaux usées de Médiouna pour protéger l'oued Hassar, la contribution à la préservation des ressources hydriques et au développement des ressources non conventionnelles (irrigation, recharge de la nappe phréatique...). Autre objectif: la réutilisation des eaux usées pour l'irrigation agricole. Une étude sur la réutilisation des eaux a été initiée par l'Agence du bassin hydraulique et le ministère de l'Agriculture pour l'irrigation d'une superficie agricole de l'ordre de 100 ha.

■ **Les défis du Fonds de travaux**

Les recettes du Fonds de travaux proviennent principalement des produits de participations au 1er établissement (promoteurs immobiliers), des recettes des branchements sociaux (INDH-IN-MAE), de la vente de matériel réformé, de subventions... Depuis le démarrage de la gestion déléguée en 1997, le Fonds de travaux, dont le mode de gestion est décrit autant par les élus que par les magistrats de la Cour des comptes, a financé 3,4 milliards de dirhams sur la période 1997-2013. Ce fonds, dont les recettes ont atteint 960 millions de DH en 2013, porte entièrement le financement des ouvrages d'éclairage public. Ce dernier sert également au financement du foncier pour permettre au délégataire de réaliser ses investissements. Finalement, le Fonds de travaux finance les investissements inscrits dans le cadre de l'INDH, en ligne avec la priorité nationale visant l'éradication de l'habitat insalubre et de l'exclusion sociale. □

Aziza EL AFFAS